



Cofinancé par
l'Union européenne

RÉGION
PROVENCE
ALPES
CÔTE D'AZUR



APPEL A PROJETS FEDER

Programme Provence-Alpes-Côte d'Azur et Massif des Alpes
FEDER/FSE+/FTJ 2021-2027

Objectif spécifique 2.4 « Favoriser l'adaptation au changement climatique, la prévention des risques de catastrophe et la résilience, en tenant compte des approches fondées sur les écosystèmes »

« Restaurer les continuités écologiques pour maintenir la biodiversité et ses fonctionnalités »

Dépôt des candidatures :

Les dates limites de dépôt font l'objet d'une information sur le site => europe.maregionsud.fr

Le présent appel à projets se fonde sur la méthode et les critères de sélection validés par le Comité de suivi interfonds du 12 avril 2022

Codification E-synergie :

Territoire	Région SUD
Programme	Programme Provence-Alpes-Côte d'Azur et Massif des Alpes FEDER-FSE+-FTJ 2021-2027
Appel à projet :	118 - ContinuitésEcologiques_2023
Codification	PR02 - RSO2.4_ContinuitésEcologiques
Service Guichet	Service Transition Juste Ecologique et Energétique

TABLE DES MATIERES

1.	LE CONTEXTE	4
2.	LES OBJECTIFS ET ACTIONS SOUTENUES.....	5
2.1.	Les objectifs.....	5
2.2.	Les actions soutenues	6
2.3.	Les actions non soutenues	8
3.	L'APPLICATION DE LA REGLEMENTATION SUR LES AIDES D'ETAT	8
4.	LES CRITERES D'ELIGIBILITE DES OPERATIONS.....	9
4.1.	Le bénéficiaire	9
4.2.	La thématique	9
4.3.	Le lieu de réalisation	9
4.4.	Le démarrage et la temporalité de l'opération.....	10
5.	LES CRITERES D'ELIGIBILITE DES DEPENSES ET DU PLAN DE FINANCEMENT	10
5.1.	Le plan de financement.....	10
5.2.	Les catégories de dépenses	10
6.	LES CRITERES DE SELECTION DES PROJETS	12
7.	LES INDICATEURS	13
8.	LA PROCEDURE DE CANDIDATURE.....	14
8.1.	Le calendrier de dépôt des dossiers.....	14
8.2.	Le portail e-Synergie.....	15
8.3.	Les documents de l'appel à projets.....	15
8.4.	Les contacts et renseignements.....	15
9.	LES MODALITES DE SELECTION	16
9.1.	Recevabilité du dossier de demande de subvention	16
9.2.	Instruction des dossiers recevables	16
9.3.	Présentation des dossiers en Comité Régional de Programmation (CRP)	17
9.4.	Décision de l'Autorité de Gestion	17
10.	LES MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION EUROPEENNE	17
11.	LES OBLIGATIONS DES BENEFICIAIRES DES OPERATIONS SELECTIONNEES	18
11.1.	Respect du principe de pérennité	18
11.2.	Respect du droit applicable.....	18
11.3.	Respect de la visibilité de la subvention européenne.....	19
11.4.	Suivi comptable de l'opération	19
12.	LES OBLIGATIONS DE L'AUTORITE DE GESTION.....	19
12.1.	Respect de la confidentialité	19

12.2. Traitement et protection des données à caractère personnel	19
13. LE LEXIQUE	20

1. LE CONTEXTE

Provence-Alpes Côte d’Azur fait partie des régions de France métropolitaines les plus riches en termes de biodiversité résultant de la combinaison simultanée d’éléments du patrimoine naturel à affinité méditerranéenne et à affinité alpine. Du littoral méditerranéen aux sommets alpins en passant par les vallées du Rhône et de la Durance, le territoire se caractérise par une **forte diversité de reliefs, de substrats géologiques et de climats**. Cette combinaison d’éléments naturels et climatiques associée à une longue histoire d’interactions Homme-Nature explique la diversité des milieux naturels présents. Cette richesse naturelle confère à la Région Provence-Alpes-Côte d’Azur une responsabilité particulière pour atteindre les objectifs des politiques nationales et européennes visant le bon état des habitats et espèces associées ainsi que des masses d’eau.

La biodiversité constitue aussi bien un patrimoine commun qu’une ressource, tant pour l’habitant que pour le visiteur. **Une partie importante de l’attractivité régionale repose sur cette biodiversité qui fait face à différentes pressions** : l’urbanisation, la destruction et la fragmentation des milieux naturels, la surfréquentation, les pollutions, la surexploitation des ressources naturelles et les pressions d’usages. Ces dégradations conduisent au morcellement et à la perte de fonctionnalités des écosystèmes, accroissant ainsi la vulnérabilité des territoires.

Les **services écosystémiques essentiels** de support et de régulation indispensables à la vie humaine, dépendent de la biodiversité : qualité des eaux, de l’air et des sols, pollinisation, contrôle biologique des espèces, prévention des épidémies, régulation du climat, prévention des risques naturels. Dans un contexte de changement climatique et de pandémie, la résilience du territoire régional constitue un enjeu important.

C’est pourquoi, la Région Provence-Alpes Côte d’Azur a arrêté en 2019 le **schéma régional d’aménagement, de développement durable et d’égalité des territoires** (SRADDET) puis le **plan Climat «Une Cop d’avance»** devenu le label d’une volonté politique forte, plaçant l’environnement et l’urgence climatique au cœur des priorités régionales, de nouveau affirmée en avril 2021 par le plan Climat 2 **«gardons une Cop d’avance»**. A l’automne 2022, après avoir été désignée par la Commission européenne comme l’une des 118 régions européennes pionnières sur les enjeux d’adaptation au changement climatique, la Région lance son programme global **« Le Sud se lève pour le climat »**. Parallèlement, le premier protocole d’expérimentation entre l’Etat et une région dans le domaine de la **planification écologique** est signé. Cette initiative conjointe vise à planifier la transition écologique en Provence Alpes-Côte d’Azur et à mobiliser l’ensemble des ressources financières pour sa mise en œuvre. Enfin, la Région réalise en ce moment sa **Stratégie Régionale pour la Biodiversité**, feuille de route collective en faveur de la biodiversité.

En tant qu’Autorité de Gestion des fonds européens pour la période 2021-2027, la Région est responsable de la mise en œuvre du Programme FEDER-FSE+-FTJ. Inspiré du Pacte Vert pour l’Europe, le programme comporte un objectif stratégique « Une Europe + verte », décliné en 5 objectifs spécifiques (Osp). Le présent appel à projet s’intègre dans l’Osp 2.4 « Favoriser l’adaptation au changement climatique, la prévention des risques de catastrophe et la résilience, en tenant compte des approches fondées sur les écosystèmes » et vise **tout particulièrement à restaurer les continuités écologiques**.

2. LES OBJECTIFS ET ACTIONS SOUTENUES

2.1. Les objectifs

La restauration des continuités écologiques a pour objectif de **maintenir ou rétablir un bon état de conservation des habitats naturels et de permettre aux espèces animales et végétales de se déplacer et de se développer pour assurer leur cycle de vie et favoriser leur capacité d'adaptation**. Au regard du contexte régional, les objectifs poursuivis sont ainsi de :

- **Réduire la fragmentation des habitats** liée notamment aux infrastructures linéaires et aux divers aménagements formant des obstacles ;
- **Permettre la libre circulation des espèces et des sédiments** ;
- **Réduire la pression sur les habitats et les espèces** de manière à assurer un bon état des milieux et leur fonctionnalité.

L'intervention sur **la trame verte et bleue** offre la possibilité de répondre à ces objectifs selon diverses échelles et types d'actions. La trame verte et bleue se définit comme un ensemble de continuités écologiques terrestres et aquatiques qui comprennent d'une part des «**réservoirs de biodiversité**» et d'autre part des «**corridors écologiques**» les reliant. Les réservoirs de biodiversité sont des espaces dans lesquels la biodiversité est la plus riche, où les espèces peuvent effectuer tout ou partie de leur cycle de vie et où les habitats naturels peuvent assurer leur fonctionnement en ayant notamment une taille suffisante, qui abritent des noyaux de populations d'espèces à partir desquels les individus se dispersent ou qui sont susceptibles de permettre l'accueil de nouvelles populations d'espèces. Les corridors écologiques assurent des connexions entre des réservoirs de biodiversité, offrant aux espèces des conditions favorables à leur déplacement et à l'accomplissement de leur cycle de vie. Les cours d'eau constituent à la fois des réservoirs de biodiversité et des corridors écologiques.

La trame verte et bleue forme un ensemble, les liens entre les milieux terrestres et aquatiques étant d'une importance majeure pour la biodiversité et son fonctionnement. Le rattachement de tel ou tel milieu à la composante terrestre, à la composante aquatique ou aux deux composantes de la trame verte et bleue est indifférent **dès lors que le milieu considéré a été identifié comme élément du réseau écologique du territoire**. Ce réseau écologique peut-être appréhendé aussi bien dans les espaces urbanisés que naturels.

La notion de trame verte (milieux ouverts ou boisés et sols) et bleue (cours d'eau et zones humides) est volontairement élargie à la trame marine (littoral et petits fonds côtiers) et noire (milieux abritant des espèces nocturnes) **afin de permettre une multitude d'interventions d'une part sur la biodiversité dite « ordinaire » et d'autre part, sur la biodiversité plus exceptionnelle**.

Le montant indicatif de FEDER dédié à cet appel à projets est de **15 millions d'euros**. D'autres appels à projets pourront être ouverts ultérieurement.

2.2. Les actions soutenues

Le présent appel à projets vise à **restaurer les continuités écologiques pour maintenir la biodiversité et ses fonctionnalités** et cible ainsi 3 typologies d'action au travers des trames vertes, bleues, marines et noires :

- La **restauration des corridors écologiques et des réservoirs de biodiversité altérés** ;
- La **mise en transparence d'infrastructures et autres obstacles** à la circulation des espèces et à leur cycle de vie ;
- La **réduction des pressions d'usage et des nuisances sur les espèces et les habitats**.

Le tableau suivant permet de préciser les attendus et points de vigilance des actions soutenues.

	Trame verte	Trame bleue	Trame marine	Trame noire
Définition	Espace fonctionnel nécessaire à la bonne expression de la biodiversité terrestre (animale et végétale) incluant la pédosphère et constituant à la fois des réservoirs de biodiversité et des corridors écologiques	Espace fonctionnel nécessaire à la bonne expression de la biodiversité aquatique et humide constituant à la fois des réservoirs de biodiversité et des corridors écologiques	Espace fonctionnel nécessaire à la bonne expression de la biodiversité littorale et marine constituant des réservoirs de biodiversité et des corridors écologiques	Espace fonctionnel nécessaire à la bonne expression de la biodiversité nocturne constituant des réservoirs de biodiversité et des corridors écologiques.
Milieu concerné (non exclusif)	Milieux forestiers, milieux ouverts et semi-ouverts (maquis et garrigues, landes) et sols importants pour la préservation de la biodiversité.	Cours d'eau, canaux, marais, étangs, zones humides importants pour la préservation de la biodiversité.	Petits fonds côtiers (habitats rocheux et coralligène, herbier de posidonies), milieux littoraux (cordons dunaires, milieux rocheux) importants pour la biodiversité.	Milieux aquatiques, humides, boisés, ouverts, littoraux et marins, dont la qualité de l'environnement nocturne et l'obscurité sont nécessaires à l'expression de la biodiversité.
Typologie d'action (non exhaustif)	Création et restauration d'habitats (haie, forêt, sol) Effacement total ou partiel d'ouvrages ou autres obstacles aux espèces végétales et animales (incluant la désartificialisation et la désimperméabilisation) Adaptation d'infrastructure et équipement permettant la circulation ou le gîte des espèces. Mesure de réduction des pressions sur les milieux	Création et restauration d'habitats (sédiments, frayère, zone humide, ripisylve) Restauration de la continuité longitudinale (amont-aval), latérale (berges, espace alluvial) et verticale (nappe) Effacement total ou partiel d'ouvrages ou autres obstacles aux espèces végétales et animales (incluant la désartificialisation et la désimperméabilisation) Adaptation d'infrastructure et équipement permettant	Désartificialisation, démantèlement. Restauration des habitats littoraux et marins Mesure de réduction des pressions sur les milieux	Équipements et travaux permettant de restaurer l'obscurité. Suppression des éclairages nocturnes directs et indirects, fixes et mobiles inutiles (lampadaires, enseignes lumineuses, équipements sportifs, vitrines, véhicules, patrimoine, clignotement). Substitution d'éclairage par des dispositifs passifs Gestion adaptée et différenciée de l'éclairage nocturne

		la circulation des eaux, des sédiments et des espèces. Mesure de réduction des pressions sur les milieux		
Exemple d'action	<ul style="list-style-type: none"> Plantations, habitats artificiels. Lutte contre les espèces envahissantes Passages pour la faune Renaturation, reprofilage Réduction des pressions d'usage et des nuisances sur les habitats et les espèces : prélèvement, piétinement, fréquentation, bruit, éclairage 	<ul style="list-style-type: none"> Effacement/arasement de seuil, digue, épi et autres ouvrages Passe à poissons, Reméandrage, tressage, reprofilage... Lutte contre les espèces envahissantes Réduction des pressions d'usage et des nuisances sur les habitats et les espèces : prélèvement, piétinement, bruit, éclairage 	<ul style="list-style-type: none"> Lutte contre les espèces envahissantes Restauration de cordon dunaire, plantation, renaturation Ancrage écologique dans l'herbier de posidonies du plan balisage des communes littorales Réduction des pressions d'usage et des nuisances sur les habitats et les espèces : prélèvement, piétinement, bruit, éclairage 	<ul style="list-style-type: none"> « Trouée noire » dépourvue d'éclairage Adaptation des éclairages : <ul style="list-style-type: none"> -axe spatial : position, densité, spectre, durée, flux, puissance, hauteur -axe temporel : périodicité et durée. -axe technique : température de couleur, luminance Dispositifs passifs : bandes, plots, catadioptr Revêtements de sols à faible coefficient de réflexion Végétalisation
Point de vigilance	<p>Avoir établi un diagnostic écologique des milieux concernés ainsi qu'un état de référence à atteindre.</p> <p>Contribuer aux stratégies régionales et/ou locales.</p> <p>Contribuer à la valeur cible des indicateurs</p>	<p>Avoir établi un diagnostic écologique des milieux concernés ainsi qu'un état de référence à atteindre.</p> <p>Contribuer au schéma directeur d'aménagement et gestion des eaux, au schéma d'aménagement et gestion des eaux et/ou aux contrats de milieux.</p> <p>Contribuer à la valeur cible des indicateurs</p>	<p>Avoir établi un diagnostic écologique du littoral et du milieu marin concerné ainsi qu'un état de référence à atteindre.</p> <p>Contribuer à la stratégies de façade et/ou aux stratégies locales.</p> <p>Contribuer à la valeur cible des indicateurs</p>	<p>Avoir établi un diagnostic écologique des milieux concernés ainsi qu'un état de référence à atteindre</p> <p>Contribuer aux stratégies régionales et/ou locales</p> <p>Contribuer à la valeur cible des indicateurs</p>
Exclusion	Actions du secteur agricole relevant du Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER)	Actions du secteur agricole relevant du Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER)	Actions du secteur de la pêche et de l'aquaculture relevant du Fonds européen pour les affaires maritimes, la pêche et l'aquaculture (FEAMPA) Mouillages organisés. Habitats artificiels	Sans

Les opérations attendues s'appuient sur un **diagnostic écologique** réalisé en amont et ayant permis d'identifier les problématiques, les enjeux et les objectifs. A noter que **l'analyse territoriale et géographique** des continuités

écologiques revêt une importance toute particulière dans l'approche des trames verte, bleue, marine et noire. Pour les opérations de restauration, le diagnostic présente également la situation de **référence à atteindre**. La pertinence des solutions techniques retenues fait également l'objet d'une démonstration aussi bien quant à leur choix, leur mode opératoire, que la prise en compte de leur contexte.

2.3. Les actions non soutenues

Le présent appel à projet ne soutient pas :

- les actions relevant de **mesure compensatoire** menée en contrepartie d'une opération causant un impact environnemental résiduel définie dans le cadre d'une autorisation environnementale ;
- les **habitats artificiels et les mouillages organisés** dans le cadre de la trame marine ;
- les actions du **secteur de la pêche et de l'aquaculture relevant du** Fonds européen pour les affaires maritimes, la pêche et l'aquaculture ;
- les actions du **secteur agricole** relevant du Fonds européen agricole pour le développement rural.

3. L'APPLICATION DE LA REGLEMENTATION SUR LES AIDES D'ETAT

L'attribution de subventions européennes à une « entreprise » au sens du droit de l'Union est soumise à la réglementation européenne en matière d'aides d'Etat.

Est considérée comme une **entreprise**, toute entité exerçant une activité économique, indépendamment de son statut juridique, c'est-à-dire toute activité consistant à offrir des biens ou des services sur un marché donné.

L'article 107 § 1 du traité sur le Fonctionnement de l'Union Européenne (TFUE) pose un principe d'interdiction des aides d'Etat : « *Sauf dérogations prévues par les traités, sont incompatibles avec le marché intérieur, dans la mesure où elles affectent les échanges entre Etats membres, les aides accordées par les Etats ou au moyen de ressources d'Etat sous quelque forme que ce soit qui faussent ou menacent de fausser la concurrence en favorisant certaines entreprises ou certaines productions.* »

Quatre critères permettent de qualifier une aide publique d'« aide d'Etat » : **l'aide est accordée à une entreprise ; est imputable à l'Etat ou consomme des ressources d'Etat ; procure à cette entreprise un avantage sélectif ; affecte ou est susceptible d'affecter les échanges entre Etats membres et la concurrence.**

En 2016, la Commission européenne a adopté une communication relative à la notion d'« aide d'Etat » (2016/C 262/01, J.O. C 262 du 19.07.2016) qui apporte des précisions sur les principaux concepts liés à cette notion.

Lorsqu'elle accorde une subvention européenne, l'Autorité de gestion doit tout d'abord vérifier si l'aide octroyée est une aide d'Etat.

Dans le présent appel à projets, certains soutiens pourront ne pas être considérés comme étant une aide d'Etat dès lors qu'il pourra être démontré que :

- soit l'entreprise bénéficiaire n'exerce pas une activité économique ;
- soit le projet subventionné ne fausse pas ou ne menace pas de fausser la concurrence, qu'il n'est pas susceptible d'affecter les échanges entre Etats membres, notamment au regard de son caractère « purement local » ;
- soit l'aide publique est d'un montant inférieur aux seuils « de minimis ».

A défaut, il s'agira d'une aide d'Etat. L'Autorité de gestion devra alors vérifier si elle bénéficie d'un régime juridique permettant de la considérer comme compatible avec le droit de l'Union européenne.

4. LES CRITERES D'ELIGIBILITE DES OPERATIONS

Les critères d'éligibilité des opérations sont cumulatifs. Une opération ne répondant pas à l'un de ces critères est inéligible. Ces critères portent sur les catégories définies ci-après.

4.1. Le bénéficiaire

La structure qui répond à l'appel à projets est dénommée « bénéficiaire ».

Liste des bénéficiaires éligibles :

- Les organismes publics ;
- Les gestionnaires d'espaces naturels ;
- Les associations ;
- Les entreprises...

Capacité financière du bénéficiaire¹

La subvention européenne intervenant sur la base du remboursement de dépenses engagées et payées, tout bénéficiaire doit disposer de la capacité financière/trésorerie pour réaliser l'opération subventionnée.

Dans le cas des opérations comprenant un investissement dans une infrastructure ou un investissement productif, afin de garantir leur viabilité financière, le bénéficiaire doit notamment disposer des ressources financières et des mécanismes de financement nécessaires pour couvrir les frais d'exploitation et d'entretien.

Bénéficiaire chef de file et partenaires

Le montage en opération collaborative² au sens européen du terme (opération de coopération entre un chef de file, qui est bénéficiaire, et d'autres partenaires qui contribuent chacun à sa réalisation et perçoivent une partie de la subvention européenne accordée au prorata des actions réalisées et des dépenses engagées et payées) est **exclu**.

4.2. La thématique

Une opération est éligible si elle répond aux critères définis aux paragraphes 2.1 et 2.2 du présent appel.

4.3. Le lieu de réalisation

Le projet est éligible lorsqu'il est réalisé **sur le territoire de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur** ou lorsqu'il bénéficie au territoire régional.

¹ Article 73.2 du règlement (UE) 2021/1060 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021

² Article 2 du décret n°2022-608 du 21 avril 2022 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période de programmation 2021-2027

4.4. Le démarrage et la temporalité de l'opération

Une opération peut avoir commencé avant le dépôt de la demande de subvention européenne. Néanmoins, seront considérés comme inéligibles :

- Les **projets achevés à la date de la demande de subvention**, que les paiements s'y rapportant aient été ou non effectués ;
- Les projets soumis aux aides d'état qui auraient connu **un début d'exécution antérieur à toute demande formalisée d'aide publique**.

La durée prévisionnelle de l'opération (réalisation de l'opération et paiement des factures afférentes) ne devra pas excéder **42 mois**.

5. LES CRITERES D'ELIGIBITE DES DEPENSES ET DU PLAN DE FINANCEMENT

5.1. Le plan de financement

Coût total éligible et taux de financement FEDER

Pour chaque opération, le taux de financement FEDER doit être **au maximum de 70 % du coût total éligible**.

NB : l'Autorité de gestion attend des candidats qu'ils optimisent le taux d'intervention FEDER.

Le montant et le taux de financement du FEDER pouvant être accordés à l'opération dépendront le cas échéant :

- Du taux maximum d'aide publique autorisé par la réglementation européenne et nationale sur les aides d'Etat ;
- Du taux minimal d'autofinancement exigé par les réglementations européennes et nationales.

Ne sont pas éligibles les opérations de moins de 200 000 € HT de coût total éligible.

Le respect de ces taux et de ces seuils sera vérifié au moment du dépôt de la demande et, à l'issue de l'instruction du dossier après ajustement éventuel du plan de financement.

5.2. Les catégories de dépenses



Afin d'établir sa candidature, le candidat doit se reporter au Guide du candidat pour la période concernée (2021-2027) sur le site europe.maregionsud.fr pour prendre connaissance de l'ensemble des conditions et règles applicables.

Les dépenses éligibles constituent le coût total éligible du projet. Elles doivent être :

- Liées directement au projet ;
- Prévues dans le plan de financement du projet ;
- **Présentées hors taxes (HT).**

Elles doivent également être engagées et payées dans le calendrier prévisionnel d'exécution de l'opération et, dans tous les cas, **entre le 1^{er} janvier 2021 et le 31 décembre 2029**, dates réglementaires d'éligibilité des dépenses.

Les dépenses éligibles sont présentées sur la base des **coûts réels**. Néanmoins, dans un objectif de simplification administrative et financière pour les porteurs de projets et en conformité avec l'article 53.1 du règlement (UE) 2021/1060 du Parlement européen et du Conseil, certaines dépenses sont automatiquement calculées et présentées en utilisant le **taux forfaitaire** tel que mentionné ci-dessous.

Les dépenses éligibles doivent figurer parmi les catégories suivantes :

1/ Coûts directs au réel :

- **Dépenses d'investissement matériel et immatériel :**
 - Achats d'équipements divers liés à la mise en œuvre du projet ;
⇒ *les dépenses liées à l'acquisition de matériel pour le suivi écologique de l'opération sont éligibles sous réserve de l'existence d'une stratégie de suivi.*
 - Travaux liés à la mise en œuvre du projet (fournitures, pose, dépose).
 - Etudes opérationnelles de conception et d'exécution des travaux intégrées dans les marchés de travaux ;
- **Dépenses de prestations externes :**
 - Etudes techniques de maîtrise d'œuvre uniquement si les travaux sont financés dans le cadre de l'appel à projets et à partir du stade AVP ;
 - Suivi écologique de l'opération.
- **Dépenses de communication :**
 - Film, site Internet, time-lapse, reportage, plaquette sur l'opération.

2/ Coûts indirects forfaitaires :

- **Coûts indirects** selon un taux forfaitaire de 7 % des coûts directs (art 54 a du règlement UE n°2021/1060). Ces coûts sont calculés et présentés en appliquant un taux forfaitaire de 7 % au montant des coûts directs au réel éligibles.

De manière générale, sont exclues les dépenses suivantes :

- Les dépenses bénéficiant déjà du soutien d'un autre fonds, programme, instrument de l'Union européenne (FEDER, FEADER, FEAMPA) ou du plan de relance tel que Plan National de Relance et de Résilience qui s'inscrit plus dans le plan de relance NextGenerationEU et « la facilité pour la reprise et la résilience » qui en découle ;
- Les dépenses inéligibles mentionnées dans les règlements européens³ et dans le décret n° 2022-608 du 21 avril 2022 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période de programmation 2021-2027 ;
- Dépenses d'études et d'assistance autres que celles mentionnées ci-dessus ;
- Amendes, pénalités financières, frais de justice et de contentieux, exonérations de charges ;

³ [Règlement CPR (UE) 2021/1060 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 portant dispositions communes
Règlement (UE) 2021/1058 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 portant sur le FEDER
Règlement (UE) 2021/1056 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 portant sur le FTJ
Règlement (UE) 2021/1057 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 portant sur le FSE+]

- Frais débiteurs, agios et autres frais financiers ;
- Aléas et provisions pour risques.

De manière plus spécifique à l'appel à projets, sont exclues les dépenses suivantes :

- Les acquisitions foncières ;
- Les dépenses d'amortissement ;
- Les frais de fonctionnement et les frais de personnel en dehors des coûts indirects forfaitaires indiqués précédemment ;
- Les dépenses en nature.

6. LES CRITERES DE SELECTION DES PROJETS

Les projets déposés seront sélectionnés au regard des critères suivants :

Blocs de critères	Note/20	Critères		Sous-critères
I QUALITE	12	Raison d'être du projet, processus d'élaboration et cadre de réalisation	4	Pertinence des types d'actions et/ou modalités de mise en œuvre au regard des objectifs poursuivis
				Intégration du projet dans une démarche territoriale ou une stratégie plus globale / dimension partenariale
		Appréciation du niveau de maturité du projet	3	Maturité technique
				Maturité financière
		Valeur ajoutée et impact du projet sur sa thématique ou le territoire	4	Caractère structurant
				Plus-value du projet dans son domaine ou sur le territoire
II PERFORMANCE	8	Réponse aux enjeux du développement durable/respect des principes horizontaux/charte des droits fondamentaux	1	Viabilité du projet
				Principes horizontaux
		Capacité administrative du porteur	3	Moyens humains dédiés à la gestion du dossier
				Modalités de suivi du dossier européen et procédures internes mises en place
		Performance financière du projet	3,5	Potentiel de certification des dépenses du projet
				Adéquation entre les résultats escomptés et le coût du projet

		Contribution du projet aux indicateurs du programme	1,5	Niveau de contribution du projet à l'atteinte des valeurs-cibles des indicateurs de réalisation et de résultat du Programme
TOTAL	20		20	

A noter que la restauration des continuités écologiques sur **les sites du réseau européen Natura 2000** sera valorisée sur le critère « Raison d'être du projet ».

L'analyse de ces différents critères se fera au regard des éléments contenus dans l'ensemble du dossier de demande.

Sur la base de ces critères, l'instructeur émet un avis motivé :

- Une demande ayant obtenu au minima la moyenne sur un des deux blocs de critères de sélection reçoit un avis favorable ;
- Une demande ayant obtenu la moyenne uniquement sur un des deux blocs de critères de sélection reçoit un avis défavorable.

7. LES INDICATEURS

La Commission européenne a renforcé les exigences en matière de suivi des objectifs à atteindre par les programmes cofinancés. Ces objectifs se traduisent par des indicateurs de réalisation et de résultats suivis à l'échelle des projets portés par les bénéficiaires. La Région, en tant que gestionnaire des fonds européens, rend compte plusieurs fois par an à la Commission du suivi de ces indicateurs.

Ce suivi est central car la Région :

- S'est engagée à atteindre des objectifs en 2029 et votre projet participe directement à l'atteinte de ces cibles ;
- Doit s'assurer que la donnée est cohérente, exacte, qu'elle répond aux exigences de la Commission européenne en termes de qualité et de fiabilité (article 69 paragraphe 4 du règlement 2021/1060).

Par conséquent, les indicateurs font l'objet d'une instruction au même titre que l'ensemble du projet :

- Lors de l'instruction de votre dossier, les instructeurs vérifieront la bonne adéquation du choix des indicateurs retenus pour l'opération avec l'action concernée, des valeurs prévisionnelles et de références renseignées ainsi que des pièces justificatives que vous serez en mesure de fournir.
- Lors de la demande de paiement les instructeurs valideront les valeurs des indicateurs de réalisation retenues à la fin de l'exécution physique et financière du projet.

Les deux indicateurs à compléter ainsi que la méthodologie associée sont détaillés dans les tableaux ci-après.

Code e-Synergie	Définition de l'indicateur	Unité	Méthode de calcul	Pièces justificatives à fournir au moment du dépôt de la demande de subvention	Pièces justificatives à fournir au moment de la valorisation
RCO26	Infrastructures vertes mises en place ou réaménagées en vue de l'adaptation au changement climatique	Hectare	L'indicateur mesure la surface de l'infrastructure verte mise en œuvre dans le cadre de l'opération. Il s'agit de comptabiliser la superficie de la zone concernée par les travaux de restauration de la continuité écologique, quels qu'ils soient, avec le détail des zones retenues au titre de l'opération.	L'indicateur est à renseigner une première fois par le porteur de projet, au moment du dépôt du dossier de demande de subvention, à partir de son estimation ou d'un document d'étude préalable aux travaux. → L'annexe 4 du dossier de demande d'aide dédiée aux indicateurs doit être remplie.	L'indicateur est à renseigner une seconde fois , lors du dépôt de la demande de solde sur eSynergie. → Le rapport d'exécution du projet doit comporter un plan des travaux réalisés où figurent les surfaces concernées par l'indicateur de réalisation.
ISR24	Population directement concernée par la restauration / création des espaces naturels	Nombre de personnes	L'indicateur comptabilise la population communale issue des données INSEE « population légale 2020⁴ ». Il s'agit de comptabiliser la population de la commune où les travaux de restauration sont réalisés . Si plusieurs communes sont concernées, le cumul des populations communales est effectué. Si une commune est dotée d'arrondissements (cas de Marseille), il s'agit de comptabiliser la population communale de l'arrondissement où les travaux de restauration sont réalisés .	L'indicateur est à renseigner une première fois par le porteur de projet, au moment du dépôt du dossier de demande de subvention, à partir de la « population légale 2020 (NSEE) » de la ou des communes concernées par le projet. → L'annexe 4 du dossier de demande d'aide dédiée aux indicateurs doit être remplie.	L'indicateur est à renseigner une seconde fois , lors du dépôt de la demande de solde sur eSynergie. → Le rapport d'exécution du projet doit comporter le nom des communes comptabilisées et les valeurs de population légale 2020⁵ (source INSEE).

Sauf cas très particulier (qui devra être justifié), ces indicateurs s'appliqueront à toutes les opérations visées par le présent appel à projets.

A noter que tous les indicateurs seront **conventionnés**.

8. LA PROCEDURE DE CANDIDATURE

8.1. Le calendrier de dépôt des dossiers

Le calendrier de dépôt des dossiers du présent appel à projets est publié sur le site internet : <https://europe.maregionsud.fr/calendrier>

⁴ <https://www.insee.fr/fr/statistiques/6683035?sommaire=6683037>

⁵ <https://www.insee.fr/fr/statistiques/6683035?sommaire=6683037>

8.2. Le portail e-Synergie

Le dépôt en ligne des dossiers de demandes de subvention au titre du Programme Provence-Alpes-Côte d’Azur et Massif des Alpes FEDER-FSE+-FTJ 2021-2027 s’effectue par voie dématérialisée sur le **portail e-Synergie**.

Le portail e-SYNERGIE est accessible à l’adresse suivante :

[E-Synergie - Portail \(synergie-europe.fr\)](https://synergie-europe.fr)

8.3. Les documents de l’appel à projets

Pour vous aider à déposer sur e-Synergie votre dossier de demande de subvention, il est nécessaire de prendre connaissance de l’ensemble des documents suivants joints à cet appel :

- La grille des pièces à joindre
- Les annexes au dossier de demande de subvention à compléter
 - Annexe 1 Plan de financement
 - Annexe 2 Description détaillée du projet
 - Annexe 3 Principes horizontaux
 - Annexe 4 Indicateurs
 - La lettre d’intention des co-financeurs
- Notice synergie
 - La notice d’aide à l’utilisation d’e-Synergie.
 - La trame standard du dossier de demande de subvention e-Synergie.
- Grille aides d’Etat
 - ⊖ La grille Aide-d’Etat
- Les éléments relatifs, le cas échéant, à la commande publique :
 - Grille info porteur
 - 1 – Pièces prévention conflits d’intérêts
 - 2 – Pièces computation des seuils
 - 3 – Pièces politique d’achat

8.4. Les contacts et renseignements

Il est conseillé au porteur d’un projet de renseigner la **fiche projet** « Priorité 2 - Préserver les ressources » et de la renvoyer dans les meilleurs délais, avant tout dépôt de projet, à l’adresse suivante :

Région SUD Provence-Alpes-Côte d'Azur
Direction des Affaires Européennes
Direction Déléguée FEDER
Service Transition Juste Ecologique et Energétique

federOS2@maregionsud.fr en précisant en objet l'intitulé de l'appel.

9. LES MODALITES DE SELECTION

9.1. Recevabilité du dossier de demande de subvention

Une fois le dossier déposé et validé dans e-Synergie, une attestation de dépôt est générée automatiquement.

Un dossier est jugé recevable s'il remplit les critères cumulatifs suivants :

- Avoir été dûment daté et signé par la personne habilitée
- Avoir été transmis dans les délais mentionnés dans l'appel à projets
- Respecter les montants et/ou taux plancher et/ou plafond, indiqués dans l'appel à projets
- Être accompagné de :
 - La déclaration sur l'honneur du bénéficiaire datée et signée ;
 - Les annexes de l'appel à projets dûment complétées.

Les dossiers irrecevables ne sont pas instruits et les porteurs de projets sont tenus informés de leur rejet ainsi que le comité régional de programmation.

9.2. Instruction des dossiers recevables

La Direction des Affaires Européennes de l'Autorité de Gestion procède à l'instruction du dossier sur la base d'un rapport d'instruction type. Tout au long du processus, l'instructeur peut demander au porteur de projets les pièces complémentaires qu'il juge nécessaire.

L'instructeur examine dans un premier temps la conformité de la demande de subvention européenne à l'ensemble des critères d'éligibilité fixés par le présent appel à projets. Le constat du non-respect d'un de ces critères d'éligibilité entraîne l'arrêt de l'instruction et donne lieu à un avis défavorable motivé.

Les dossiers répondant aux critères d'éligibilité font ensuite l'objet de l'évaluation du projet au regard des critères de sélection.

A l'issue de ses vérifications, analyses et, le cas échéant, recueil d'avis internes ou externes, l'instructeur attribue :

- ✓ Une note pour chacun des critères de sélection répondant à l'objectif de qualité et pour chacun des critères de sélection répondant à l'objectif de performance ;
- ✓ Une note globale correspondant à la somme des notes obtenues pour chaque objectif c'est-à-dire qualité et performance.

Ces notes sont consignées dans la grille de notation annexée au rapport d'instruction.

Enfin, l'instructeur émet un avis motivé :

- ✓ Une demande ayant obtenu a minima la moyenne sur chaque catégorie de critères de sélection reçoit un avis favorable
- ✓ Une demande ayant obtenu la moyenne uniquement sur une catégorie de critères de sélection reçoit un avis défavorable

9.3. Présentation des dossiers en Comité Régional de Programmation (CRP)

Le comité régional de programmation est une instance coprésidée par le Président du Conseil Régional et le Préfet de Région.

Les dossiers sont présentés en comité régional de programmation pour avis et dans l'ordre suivant :

- Les dossiers ayant reçu un avis favorable ;
- Les dossiers ayant reçu un avis défavorable.

Les dossiers faisant l'objet d'une reprogrammation sont également présentés pour avis.

La liste des dossiers non recevables, abandonnés ou déprogrammés est présentée uniquement pour information.

9.4. Décision de l'Autorité de Gestion

L'autorité de gestion décide de la sélection et du rejet des dossiers après l'avis rendu par le comité régional de programmation.

Les dossiers sélectionnés font l'objet d'une convention attributive de subvention.

Les dossiers non sélectionnés, font l'objet d'une décision de refus motivée et susceptible de recours devant le tribunal administratif.

10. LES MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION EUROPEENNE

Après signature de l'acte attributif de subvention entre le bénéficiaire et l'autorité de gestion, la subvention européenne sera versée sous la forme

- D'un ou plusieurs acomptes : sur justifications des dépenses acquittées et après application du taux *FEDER* conventionné aux dépenses éligibles retenues ;
- D'un solde : sur justifications des dépenses acquittées, des cofinancements perçus et après application du taux *FEDER* conventionné aux dépenses éligibles retenues.

11. LES OBLIGATIONS DES BENEFICIAIRES DES OPERATIONS SELECTIONNEES

Les bénéficiaires des opérations sélectionnées devront respecter plusieurs principes qui seront énoncés dans l'acte attributif de subvention et notamment les principes ci-dessous. Le non-respect de ces principes entraînera la diminution de la subvention européenne accordée et le cas échéant le reversement des sommes déjà perçues voire le retrait de la subvention (notamment en cas d'inéligibilité de l'opération entraînant la déprogrammation du dossier). Avant tout dépôt de demande de subvention européenne, il est donc nécessaire de consulter les informations relatives à ces principes figurant dans le guide du candidat et dans le guide du bénéficiaire.

11.1. Respect du principe de pérennité

Conformément au respect du principe de pérennité⁶, toute action comprenant un investissement dans une infrastructure ou un investissement productif ne pourra subir l'un des événements suivants dans les cinq ans à compter du paiement final au bénéficiaire ou dans la période fixée dans les règles applicables aux aides d'État, selon le cas :

- la cessation ou le transfert d'une activité productive en dehors du territoire au sein duquel elle a bénéficié d'un soutien ;
- un changement de propriété d'une infrastructure qui procure à une entreprise ou à un organisme public un avantage indu ;
- un changement substantiel affectant sa nature, ses objectifs ou ses conditions de mise en œuvre, ce qui porterait atteinte à ses objectifs initiaux.

D'autre part, toutes les pièces justificatives liées à l'opération doivent être conservées pendant une période minimum de 5 ans à compter du 31 décembre de l'année au cours de laquelle l'Autorité de Gestion verse le dernier paiement au bénéficiaire.

11.2. Respect du droit applicable

Conformément au règlement (UE) 2021/1060 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 portant dispositions communes, les opérations soutenues par les Fonds européens doivent être conformes au « droit applicable », qui recouvre le droit de l'Union et le droit national relatif à son application.

Toute opération qui bénéficie d'une subvention européenne doit respecter le droit applicable notamment :

- Les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période de programmation 2021-2027 ;
- La législation applicable en matière de marchés publics ;
- La législation applicable en matière d'aides d'État ;
- La prévention des conflits d'intérêts ;
- Les exigences environnementales ;
- La charte des droits fondamentaux ;
- Le Contrat d'engagement républicain **(concerne les associations et fondations uniquement)**.

⁶ Article 65 du règlement (UE) 2021/1060 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021

11.3. Respect de la visibilité de la subvention européenne

Quel que soit le coût total éligible de l'opération et le montant de la subvention européenne accordée, les bénéficiaires doivent faire mention de cette subvention⁷. Les modalités de mise en œuvre de cette obligation sont détaillées sur <https://europe.maregionsud.fr>.

D'autre part, les bénéficiaires acceptent que :

- La Région fasse figurer le projet dans la liste des opérations sélectionnées avec l'ensemble des informations exigées par l'article 49.3 du règlement UE 2021/1060 ;
- La Région communique sur son projet, son bilan et ses résultats ;
- La Région soit associée à toute opération de communication relative à l'opération.

11.4. Suivi comptable de l'opération

Tout bénéficiaire doit disposer d'une **comptabilité séparée** ou de **codes comptables appropriés** pour toutes les transactions relatives à l'opération.

12. LES OBLIGATIONS DE L'AUTORITE DE GESTION

12.1. Respect de la confidentialité

L'Autorité de Gestion s'engage à préserver la confidentialité de tout document, information ou autre matériel en relation directe avec l'objet de la convention, dûment qualifiés de confidentiels et dont la divulgation pourrait causer préjudice au bénéficiaire.

La confidentialité est appliquée sans préjudice des règles de publication applicables au niveau de la publicité européenne.

12.2. Traitement et protection des données à caractère personnel

Chaque partie est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution de la présente convention. Toute donnée à caractère personnel sera traitée par l'Autorité de gestion conformément au règlement (CE) n° 2016/679 du 27 avril 2016.

Dans le cas d'une opération financée conformément à un régime d'aides d'état pris sur la base du Règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du Traité, l'Autorité de gestion conserve le dossier détaillé sur l'aide octroyée pendant dix ans à compter de la date d'octroi de l'aide. Le dossier contient toutes les informations nécessaires pour établir que les conditions énoncées dans la réglementation relative aux aides d'état sont remplies, y compris des informations sur l'effet incitatif de l'aide et des informations permettant d'établir le montant exact des coûts admissibles afin d'appliquer le régime d'aide d'état sur lequel se fonde l'aide attribuée.

Les personnes dont les données à caractère personnel sont traitées disposent d'un droit d'accès, de

⁷ Article 50 du règlement (UE) 2021/1060 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021

rectification, d'opposition, de limitation du traitement, d'effacement et de portabilité de ces données qui peut être exercé en s'adressant au délégué à la protection des données de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, par courrier postal à l'adresse : 27 Place Jules Guesde 13481 Marseille Cedex 20, ou par courriel à l'adresse : dpd@maregionsud.fr.

13. LE LEXIQUE

Cout total éligible : ensemble des coûts pouvant être pris en compte pour calculer le montant total de la subvention. Il doit répondre aux conditions cumulatives de l'appel à projet et des règlements.

Continuités écologiques : associations de réservoirs de biodiversité et de corridors écologiques. Les continuités écologiques sont considérées comme fonctionnelles lorsqu'elles sont constituées de milieux à caractères naturels diversifiés et favorables à leur déplacement et lorsqu'elles sont peu fragmentées.⁸

Corridor écologique : les corridors écologiques assurent des connexions entre des réservoirs de biodiversité, offrant aux espèces des conditions favorables à leur déplacement et à l'accomplissement de leur cycle de vie.⁹

Infrastructure verte : réseau constitué de zones naturelles et semi-naturelles et d'autres éléments environnementaux faisant l'objet d'une planification stratégique, conçu et géré aux fins de la production d'une large gamme de services écosystémiques. Il intègre des espaces verts (ou aquatiques dans le cas d'écosystèmes de ce type) et d'autres éléments physiques des zones terrestres (y compris côtières) et marines. À terre, l'infrastructure verte se retrouve en milieu rural ou urbain.¹⁰

Organisme public : La notion d'organisme public recouvre « un État, une autorité régionale ou locale, un organisme de droit public ou une association constituée d'une ou de plusieurs de ces autorités ou d'un ou de plusieurs de ces organismes de droit public, ou une entité privée mandatée par au moins un ou une de ces autorités, organismes, ou associations pour fournir des services publics lorsqu'elle agit en vertu de ce mandat ». Il s'agit d'inclure les collectivités locales, leurs opérateurs et leurs mandataires y compris lorsqu'ils interviennent dans le champ concurrentiel, acteurs pouvant être considérés comme des grandes entreprises au vu de la réglementation des aides d'état, sous réserve que l'investissement soit conforme à la stratégie régionale et à la réglementation sur les aides d'Etat.¹¹

Réservoir de biodiversité : espaces dans lesquels la biodiversité est la plus riche, où les espèces peuvent effectuer tout ou partie de leur cycle de vie et où les habitats naturels peuvent assurer leur fonctionnement en ayant notamment une taille suffisante, qui abritent des noyaux de populations d'espèces à partir desquels les individus se dispersent ou qui sont susceptibles de permettre l'accueil de nouvelles populations d'espèces¹².

Restauration écologique : action intentionnelle qui initie ou accélère l'auto-réparation d'un écosystème qui a été dégradé, endommagé ou détruit, en respectant sa santé, son intégrité et sa gestion durable¹³.

Trame verte et bleue : démarche qui vise à maintenir et à reconstituer un réseau d'échanges pour que les espèces animales et végétales puissent, comme l'homme, circuler, s'alimenter, se reproduire, se reposer... et

⁸ www.ecologie.gouv.fr/trame-verte-et-bleue

⁹ www.trameverteetbleue.fr/presentation-tvb/foire-aux-questions/qu-est-ce-qu-corridor-ecologique

¹⁰ Communication du 6 mai 2013 de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des Régions : « Infrastructure verte – renforcer le capital naturel de l'Europe »

¹¹ Accord de partenariat adopté 02/06/2022.

¹² www.trameverteetbleue.fr

¹³ Society for Ecological Restoration International, 2004.

assurer ainsi leur cycle de vie.¹⁴

Trame noire : démarche qui vise à maintenir et à reconstituer un réseau d'échanges propice à la vie nocturne. Elle vient compléter la Trame verte et bleue qui a été envisagée essentiellement du point de vue des espèces diurnes¹⁵

Trame marine : démarche qui vise à maintenir et à reconstituer un réseau favorisant les déplacements des espèces marines et littorales ainsi que la réalisation de leur cycle de vie le long du littoral et de la zone côtière. Encore complexe à appréhender et peu connue, elle peut compléter les autres trames.

¹⁴ www.ecologie.gouv.fr/trame-verte-et-bleue

¹⁵ www.ofb.gouv.fr

